

21 octobre 2000 - Seul le prononcé fait foi Télécharger le .pdf

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, M. Kim Dae-Jung, Président de la République de Corée, M. Romano Prodi, Président de la Commission européenne, et M. Chuan Leekpai, Premier ministre de Thaïlande, notamment sur le dialogue Europe-Asie, le programme "Duo" d'échange des jeunes entre la France et la Corée et les relations entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, Séoul, Corée le 21 octobre 2000.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord remercier très sincèrement le Président KIM Dae-Jung et tous ses collaborateurs pour l'accueil chaleureux dont nous avons bénéficié, pour l'organisation remarquable de ce sommet et pour l'hospitalité qui nous a été donnée et qui est une hospitalité bien digne des grandes traditions d'accueil de cette grande et vieille nation qu'est la Corée. Et après le Président KIM Dae-Jung, je voudrais aussi remercier chaleureusement le peuple coréen et tout particulièrement les habitants de Séoul, qui ont été fortement perturbés dans leur vie quotidienne par notre sommet, et je tiens à leur exprimer notre reconnaissance. Ce sommet a fait un pas de plus dans le dialogue entre l'Asie et l'Europe. Un dialogue rendu de plus en plus nécessaire par l'importance croissante dans le monde moderne, de l'Asie et de l'Europe, par l'importance croissante, des échanges entre nos deux continents et aussi par une volonté politique, celle qui consiste à vouloir un monde qui soit un monde plus équilibré, plus harmonieux, plus multipolaire, respectueux des identités de chacun.

Le Président KIM Dae-Jung a dit tout ce que l'on avait fait. Je ferai simplement deux remarques. L'actualité nous a particulièrement conduits à aborder les questions de la péninsule coréenne, et ce sommet a été l'occasion pour l'Union européenne d'apporter avec enthousiasme son soutien complet à la politique de réconciliation conduite par le Président KIM Dae-Jung.

Deuxième observation : parmi les sujets très importants que nous avons étudiés, parmi les décisions que vous connaissez et que nous avons prises, je voudrais mettre un accent particulier sur les échanges entre les jeunes, sur l'éducation et sur les nouvelles technologies. Vous trouverez parmi les projets de coopération de nombreux programmes concrets et je me permets d'appeler notamment votre attention sur le programme " Duo " qui est une initiative coréenne et française et qui permettra l'échange de cinq mille jeunes sur cinq ans entre l'Asie et l'Europe.

Voilà, ce sommet a été un pas en avant. Il restera en tous les cas dans le coeur et dans l'esprit de ceux qui y ont participé comme un grand sommet dans un grand pays.

QUESTION - Le renforcement des relations entre l'Europe et l'Asie diminue-t-il l'importance des relations que ces deux continents ont avec les Etats Unis ?

LE PRESIDENT - Le destin du monde est largement conditionné par le triangle Asie-Etats Unis-Europe. Au cours de ces dernières années, on a pu observer que l'axe Europe-Etats Unis était un axe fort et vivant. Que l'axe Asie-Etats Unis était également fort et vivant. Et que l'axe faible, c'était l'axe Europe-Asie. Alors que tout justifiait, notamment l'importance de nos économies, l'importance de nos échanges dans le commerce mondial, le renforcement de l'axe Europe-Asie. Et c'est ça l'objectif de l'ASEM. Cela n'a pas de conséquences particulières sur notre partenaire américain. Cela consiste simplement à rééquilibrer le monde de demain, qui sera certainement un monde multipolaire dans lequel l'Asie constituera, sans aucun doute, deux ou trois pôles importants, l'Europe, un pôle essentiel, les Américains, un autre pôle. Donc, c'est un problème d'équilibrage du monde de demain.

QUESTION - Monsieur le Président, à l'occasion de cette Conférence de l'ASEM, les autres pays européens ont commencé à établir des relations diplomatiques avec la Corée du nord. Je voudrais connaître la position de la France. Est-ce que la France, aussi, est prête à avoir des relations diplomatiques avec le nord ?

LE PRESIDENT - La France soutient sans réserve, je l'ai déjà dit, la politique de réconciliation dans la péninsule coréenne que mène le Président KIM Dae-Jung. La France et l'Union européenne ont déjà des relations avec la Corée du nord, des relations modestes mais qui existent. Il s'agit de l'aide humanitaire, de l'assistance technique, du financement de l'action de la KEDO et de l'ouverture ou de la facilitation de l'accès des produits de Corée du nord au marché européen.

Le dialogue politique se développe déjà. La Troïka européenne doit se rendre au niveau des Directeurs politiques, à Pyongyang, début novembre. C'est une décision prise déjà depuis un certain temps. Alors, au-delà, la France ne nouera des relations diplomatiques avec la Corée du nord que dans la mesure où celle-ci, tout de même, marquera par quelques gestes son désir de répondre à deux de nos préoccupations : la non prolifération et l'amélioration des Droits de l'Homme.

Le Président KIM Dae-Jung nous a donné des indications positives sur ce sujet. Nous en avons pris note avec naturellement beaucoup d'intérêt et nous en tirerons, le plus vite possible je l'espère, des conséquences positives.

QUESTION - Monsieur le Président, j'aimerais savoir si vous avez évoqué avec vos partenaires de l'Union européenne, ici, ce qui se passe au Moyen-Orient. Que compte faire la France, en particulier, pour tenter de relancer le processus de paix puisque l'on sait, maintenant, qu'il est suspendu ?

LE PRESIDENT - Nous avons naturellement évoqué le problème du Moyen-Orient et nous avons eu des échanges de vues dans ce domaine. Nous avons été, je dirai, unanimes à souhaiter que la tension baisse, que les deux parties fassent les efforts nécessaires pour retrouver les conditions du dialogue. Nous étions, il n'y a pas longtemps, il y a trois semaines seulement, tout près d'un accord de paix. Les choses se sont brutalement détériorées, la situation est devenue celle que nous voyons aujourd'hui. Malgré la dernière réunion de Charm el Cheikh, la situation ne semble pas s'améliorer sur le terrain. Et nous avons solennellement demandé et espéré que les protagonistes, les deux parties, aussi bien israélienne que palestinienne, fassent un effort pour calmer les choses et pour reprendre le dialogue